

LE JOUR, 1950
11 JANVIER 1950

POLITIQUE INTERIEURE : LES PETITS PROCEDES

Sous couleur de réforme, on voit se faire, par des moyens habiles, un mouvement administratif, préparé de longue main, et beaucoup plus électoral que raisonnable. Ce n'est certes pas l'habileté qui manque chez ceux qui nous gouvernent ; mais ces petits procédés conduisent à des résultats qui ne sont pas sans gravité.

Les hommes continuent d'être déplacés ou installés non pour leur compétence et leur mérite mais pour de froides raisons de convenance. **Cela se fait en vue d'élections qui ne sont pas pour demain mais auxquelles il faut penser dès aujourd'hui.** Tout cela est d'une parfaite clarté.

On sait combien nous sommes objectifs et combien nous nous efforçons de tout considérer sous l'angle de l'intérêt général. C'est ce qui nous fait décrire les choses comme nous les voyons.

Tandis que ces jeux administratifs progressent, nous disons que si l'électeur libanais n'avance pas dans la liberté et dans la probité civique, si la qualité du citoyen libanais continue à baisser, ce pays est politiquement sans avenir. Notre inquiétude vient légitimement de considérations de cet ordre, en liaison naturellement avec des dangers d'ordre extérieur.

Le Liban est ainsi fait aujourd'hui qu'un petit nombre d'hommes y sont chacun maître de sa province. **L'ensemble est en association politique et nous gouverne. Tel est le système médiéval auquel nous sommes, en fait, assujettis. Si les détenteurs du pouvoir le veulent, ce système peut durer longtemps ; mais alors c'est ce pays qui ne durera pas.**

Dans le district du Mont-Liban et à Beyrouth le mal est plus sensible qu'ailleurs et la situation plus délicate pour des raisons éclatantes. **Il se trouve que c'est la capitale et la vieille montagne qui sont le plus manipulées.** C'est à ces deux centres vitaux de notre vie politique que, par le travail le plus astucieux, on ôte les vertèbres. Le même travail se fait d'ailleurs à des degrés divers sur le reste du territoire.

Redisons clairement qu'il nous importe peu d'être gouvernés par l'un ou par l'autre, pourvu que les fondements de ce pays ne soient pas ébranlés, pourvu que la marche de sa vie matérielle ne détruise pas sa raison d'être, pourvu que sa petite politique ne tue pas la grande.

Personnellement, nous sommes très attachés à la stabilité du pouvoir et nous n'y faisons objection d'aucune façon. Ce qui nous dérange c'est la stabilité du désordre ; et ce sont des habitudes politiques indignes de ce peuple.

Il n'est pas convenable, disons-nous, que, pour assurer un siège à quelques hommes d'aujourd'hui et de demain, on mette la République sans dessus dessous, et qu'on fasse de son administration le triste cas que l'on fait. Il n'est pas admissible que tout converge finalement vers cette clientèle électorale qu'on envoie aux urnes comme on y enverrait un bétail, après l'avoir entretenue des années durant au prix du privilège et de l'anarchie.

Nous avons le droit de penser que les ressources et les faveurs dont le Gouvernement dispose vont trop souvent aux Libanais les plus cyniques, à ceux dont les mœurs politiques sont le moins à proposer en exemple. **C'est cela que nous trouvons très choquant.** Evidemment, on ne demandera pas aux Sœurs de Charité de gouverner, mais il y a des limites aux excès **dont l'objet final est si nettement électoral.**

Si nous saisissons l'occasion de changements dans l'administration pour formuler ces remarques un peu sévères nous le faisons en partant de la notion du bien public. **C'est seulement au bien public que nous voulons aboutir.** L'Histoire de ce pays enregistrera avec bien plus de sévérité que nous ce que nous discutons de bonne foi et pour l'honneur de la cité.

De si mauvaises habitudes ont été prises qu'il ne sera pas facile de remonter la pente. **Ceux qui sont au pouvoir, nous voulons leur bien plus qu'aucun autre Libanais. Mais nous pensons aussi avoir, autant et plus qu'aucun autre, le droit et le devoir de leur dire la vérité.**